



Productivité et société duale en Algérie

publié le **05/07/2012**, vu **1919 fois**, Auteur : [Benammar Christian](#)

Productivité et société duale en Algérie

Dans notre précédente réflexion sur la société duale en Algérie, nous évoquons le fait que les idéologies en vogue dans la plupart des milieux (intellectuels, administratifs, entreprises) n'offraient pas de recette particulière pour éviter la montée en force de la société duale, en situation de sous-développement. Les idéologies mises en avant, néo-libéralisme ou néo-marxisme, jouent pourtant sur la loi de la valeur travail mais restent chimériques comme le néo-keynésianisme qui, pour combattre le chômage, aspire à réaliser le plein-emploi, mais dans l'objectif d'accroître les profits en augmentant la production. La voie théorique, imprécise sur la conversion du concept de travail en facteur d'emploi du fait du sous-développement, paraît d'autant moins exploitable en Algérie que le pays dispose d'un atout national exceptionnel : la rente pétrolière, une façon de nier les obstacles.

Notre thèse initiale, avancée en 1970, méprisée par des dirigeants aveuglés par la facilité et la suffisance de leurs certitudes, soulignait la valeur travail comme spécificité centrale de la Gouvernance sociale.

Il ne s'agissait pourtant pas, dans cette étude, de favoriser des intérêts particuliers de catégories sociales trop proches du processus d'industrialisation, mais au contraire d'inclure dans l'intérêt général ceux qui étaient trop éloignés des circuits de travail pour y entrer, d'éviter la dérive de la formation sociale et l'apparition de la société duale.

Selon notre approche, le refus de prendre en compte les modalités de création des emplois, la négligence de l'analyse préalable des objectifs de planification en matière d'investissements et de technologie conduisaient à la formation de la société duale. De ne pas l'avoir fait auparavant, l'Algérie le paie chèrement.

Or, dans le cas de l'Algérie, il ne s'agit pas de diviser le temps de travail, multiplier les sureffectifs et moins encore de développer l'assistanat à l'échelon national, sectoriel ou local.

Il s'agit, prioritairement, d'évaluer systématiquement les projets selon les priorités nationales et les rigidités des marchés, d'évaluer les technologies retenues selon leur aptitude à créer de l'emploi, de combiner les facteurs de production et surtout d'utiliser la productivité pour obtenir le meilleur effet multiplicateur.

Aujourd'hui, la productivité ne permettant même pas à la population globale

de survivre dans l'autonomie, c'est à elle qu'il faut s'attaquer.

La productivité n'est pas, en effet, qu'un instrument de mesure des résultats. Elle est aussi un incomparable outil de prévision, de décision et de contrôle en matière de gestion .

Son caractère apparemment trop technique, n'intéresse pas les hâbleurs, alors que sa capacité technique de guidance devrait la situer au niveau le plus élevé du pouvoir, maître d'œuvre par ailleurs de la gouvernance sociale nationale.

La productivité permet, en effet, de gérer et piloter, par le biais des tableaux de bord d'information et de calcul, le processus d'industrialisation, tant au plan du choix des projets que des technologies et, last but not least, de lier les projets d'investissement à la formation du travail et à la redistribution des revenus.

Trois des éléments de la productivité sont privilégiés :

- les coûts des facteurs de production
- le temps de travail
- l'efficience et le rendement

La productivité, au demeurant d'intérêt universel, s'applique aussi bien à l'entreprise d'Etat ou privé qu'à l'économie nationale ou sectorielle, de service ou de profit. Elle doit être appréhendée dans sa corrélation à la monnaie (prix et inflation) et aux échanges extérieurs (taux de change et compétitivité). C'est un levier essentiel du développement d'autant plus complexe qu'il est poussé. Il permet d'élever la production sans croissance ou d'augmenter croissance et compétitivité par la seule combinaison des éléments de la productivité.

L'efficience industrielle du point de vue social tend à opter pour une capacité de production fixée au prix le plus bas possible selon l'article, les coûts des facteurs disponibles et l'objectif de qualité visé.

Bref exemple. On peut imaginer que l'on importe clé en mains une usine allemande en Algérie. Il est prévu que l'usine fonctionnera en Algérie aux mêmes conditions qu'en Allemagne avec la conviction de faire une acquisition avantageuse pour l'Algérie au titre de l'industrialisation, du débouché commercial et du progrès social.

La partie n'est pas gagnée pour autant. L'usine va, en réalité, fonctionner aux conditions du marché algérien dont les facteurs diffèrent profondément (équipements, durée de vie et de renouvellement, maintenance, matières premières, financements. mais aussi effectifs, structure, qualification de la main d'œuvre, mentalité industrielle).

La proportion des coûts totaux allemands par rapport aux coûts algériens obtenus peut donner une idée de la mesure du rendement économique et des économies possibles selon l'environnement, le tissu industriel, les conditions de travail, le taux d'utilisation des capacités...

La productivité a l'avantage de considérer les input des investissements de

développement en fonction des output de l'industrialisation. Elle tend à former un outil précieux de la gouvernance sociale. L'une ne va pas sans l'autre.